

(1)

(N^o 144.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1914.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1914 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

Le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1914 a été déposé le 19 décembre 1913.

En appelant l'attention de la Chambre sur cette date et en félicitant le Gouvernement de l'avoir adoptée, la section centrale est assurée de traduire les sentiments de tous les membres.

Depuis 1900, les dates du dépôt du budget extraordinaire ont été les suivantes :

1900.	11 avril.	1908.	31 mars.
1901.	12 juillet.	1909.	28 mai.
1902.	15 avril.	1910.	17 mars.
1903.	7 juillet.	1911.	18 mai.
1904.	2 février.	1912.	29 mars.
1905.	21 mars.	1913.	18 juillet.
1906.	5 avril.	1914.	19 déc. 1913.
1907.	21 juin.		

Nombreuses sont les plaintes que le dépôt tardif du budget extraordinaire a provoquées chez les membres de la Chambre et, en particulier, chez ceux qui ont fait partie de la section centrale chargée de l'examen de ce budget. En fait, le contrôle que la Chambre a le droit et le devoir d'exercer s'est trouvé enrayé, parfois paralysé par l'obligation imposée à la section centrale d'étudier le projet de budget, de questionner les ministres et de formuler son

(1) Budget, n^o 59^{xviii}.

(2) La section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. d'Huart, Visart de Bocarmé, Polet, Fléchet, De Meester, Verhaegen.

rapport en quelques jours, pour soumettre, en fin de compte, à la Chambre un travail hâtif que celle-ci n'avait plus le loisir d'examiner à fond.

Désormais, le budget extraordinaire pourra être étudié et discuté d'une façon approfondie chaque fois que la Chambre le voudra.

C'est un progrès considérable.

IMPORTANCE DES CRÉDITS SOLLICITÉS.

Le montant des crédits votés par la voie du budget extraordinaire, pendant les dix années qui précèdent l'année 1914, est rappelé dans le tableau que voici :

1904	146,069,823.29
1905	125,263,160.27
1906	118,051,973.25
1907	156,042,837.97
1908	213,366,858.40
1909	160,012,604.54
1910	116,722,071.20
1911	129,003,133.76
1912	124,033,708.64
1913	99,192,750.00
Total	<u>1,587,758,921.52</u>

En moyenne, il a donc été sollicité, par an, depuis dix ans, 158 millions 775,892 francs.

Le budget extraordinaire pour 1914 dépasse cette moyenne d'à peu près 47 millions.

Quelles sont les causes de cette considérable majoration ?

M. le Ministre des Finances en indique plusieurs dans la *Note préliminaire* qui précède l'examen des articles du projet.

Les dépenses mobilières de premier établissement concernant l'armée interviennent pour près de 27 millions dans le projet de budget. Elles figurent aux articles suivants du tableau :

Article 42 fr.	425,000
— 43	8,000,000
— 44	1,840,600
— 45	5,420,000
— 46	5,000,000
— 48	128,000
— 55	3,430,000
— 57	2,486,800
	<u>Fr. 26,750,000</u>

D'autre part, certains crédits sollicités ont le caractère d'avances à faire actuellement par l'État, mais dont le montant lui reviendra plus tard.

Ces crédits figurent aux articles suivants :

Article 26	fr. 1,084,243
— 56	10,000,000
— 3 du projet de loi.	6,000,000
	Fr. 17,084,243

Voici déjà 43,814,243 francs (26,730,000 plus 17,084,243) qui viennent accroître le budget extraordinaire de 1914 de crédits d'une nature spéciale.

On peut y ajouter les articles 10 et 11 de l'article 50.

Les articles 10 et 11 ont pour objet la construction et l'appropriation de bâtiments militaires dans les places ouvertes, ainsi que la construction de casernes de gendarmerie.

L'article 50 concerne les bâtiments militaires dans les places fortifiées et les camps d'instruction.

Ces trois articles comportent des crédits portés précédemment parmi les dépenses exceptionnelles, mais aujourd'hui notablement plus élevés que ceux affectés jadis à semblables objets, et cela à cause de l'accroissement considérable des effectifs militaires et des effectifs de gendarmerie que les Chambres ont voté.

En voici l'énumération :

Article 10	fr. 10,200,000
— 11	2,500,000
— 50	10,500,000
	Fr. 23,000,000

Si l'on ajoute ces 23 millions aux 43,814,243 francs rappelés plus haut, on arrive au total de 66,814,243 francs. Cette somme représente assez bien la surcharge que les dépenses militaires nouvelles et les avances à faire en vue de l'exécution de certains travaux d'utilité publique apportent au budget extraordinaire de 1914.

Ce dernier n'offre donc, en dehors de ces objets spéciaux, qu'un ensemble de crédits plutôt inférieur à la moyenne des crédits extraordinaires votés au cours des dix dernières années. Tous les crédits proposés sont, au surplus, relatifs à des travaux précédemment votés par la législature et dont personne ne demande la suppression, ni même la réduction. Bien au contraire! Chaque membre de la législature souhaite que les travaux concernant sa circonscription soient poussés le plus activement possible.

*
* * *

Un membre de la section centrale fait observer que le budget extraordinaire pour 1914 dépasse celui de 1913 de plus de 80 millions et que les crédits affectés à l'armée ne suffisent pas à justifier cet accroissement.

*
* * *

Un bon nombre de questions ont été posées dans les sections. La section centrale a soumis au Gouvernement toutes celles qui lui ont paru appeler

une réponse immédiate de la part des départements intéressés. Elle y a ajouté les questions qui ont fait l'objet d'un échange de vues entre ses membres. L'ordre suivi est celui des articles du tableau joint au budget.

Art. 4 du tableau.

QUESTION.

1. — Le Gouvernement compte-t-il réfectionner, en 1914, la route de Bruxelles à Ninove, dont l'état laisse à désirer?

RÉPONSE.

1. — Le service du Brabant a été invité à produire un projet pour la réfection de la partie de cette route située sur le territoire de cette province,

Le projet relatif à la réfection de la traverse de Ninove (Burchtdam) est terminé. Les travaux pourront être mis en adjudication dans le courant de cette année.

Les autres parties suivront.

QUESTION.

2. — Où en est la réfection de la route de Bruxelles à Mons, notamment entre Hennuyères et Hal?

RÉPONSE.

2. — Les travaux de réfection sont en cours sur cette route entre Hal et Tubize. Le projet de cahier des charges en vue de l'exécution des travaux sur la partie comprise entre Tubize et Hennuyères est en élaboration.

QUESTION.

3. — Quelles sont les règles qui président au déplacement de la voirie de l'Etat dans la traverse des villes?

Il est des villes, celle de Gand, par exemple, où la voirie de l'Etat, successivement déplacée, a supporté des dépenses parfois considérables que la ville aurait eues à sa charge sans cette intervention bienveillante de l'Etat.

A Gand, deux routes de l'Etat traversent la ville. Ce sont la route de Bruxelles à Ostende, qui entre à Gand par la porte de Bruxelles pour en sortir par la porte de Bruges, et la route d'Anvers à Lille, qui entre à Gand par la porte d'Anvers pour en sortir par la porte de Courtrai.

D'autres villes, celle d'Anvers, notamment, n'ont jamais vu la voirie de l'Etat se déplacer sur leur territoire.

Un membre de la section centrale a soutenu que l'arbitraire seul préside à ces déplacements.

La section centrale, sans se rallier à cette appréciation, demande à connaître les règles qui président au déplacement prérappelé.

RÉPONSE.

3. — Les déplacements de la grande voirie de l'État dans la traverse des villes ne sont nullement arbitraires; ils s'effectuent toujours dans l'intérêt général de la circulation et se font généralement par voie d'échange.

QUESTION.

4. — Un membre de la section centrale émet le vœu que la route de l'État soit prolongée de Gheel à Diest. La section centrale désire connaître les intentions du Gouvernement à ce propos.

RÉPONSE.

4. — La route de Gheel vers Diest a deux branches.

Le cahier des charges pour la construction de la branche vers Tessenderloo est en voie d'élaboration. Le travail pourra être entrepris à bref délai.

La construction de l'autre branche suivra.

Article 6 du tableau.

QUESTION.

1. Voici trois années que l'on parachève le Palais du Cinquantenaire à Bruxelles :

En 1912, à raison de	450,000 francs ;
En 1913, à raison de	425,000 —
En 1914, à raison de	350,000 —
Total. . .	1,225,000 francs.

La section centrale désire savoir en quoi consistent ces travaux de parachèvement et si l'année 1914 en verra la fin.

RÉPONSE.

1. — Les travaux de parachèvement comportent : les plafonnages, la marbrerie, les menuiseries, les pavements, les ferronneries, les installations sanitaires et d'éclairage, les galeries souterraines en béton armé pour le chauffage central et l'achèvement des installations de chauffage central.

Tous ces travaux sont adjugés ou sur le point de l'être.

Il restera à exécuter ensuite les travaux de peinture, de décoration, d'ameublement, etc.

Article 7 du tableau.

QUESTION.

1. — Le budget extraordinaire de 1911 comportait un crédit de 500,000 fr. en vue de la construction de l'hôtel destiné aux bureaux du ministère des Colonies et aux expropriations.

En 1913, un nouveau crédit de 55,000 francs a été demandé en vue de la construction de l'hôtel.

En 1914, un crédit de 50,000 francs est encore demandé. Même affectation.

La section centrale désire savoir où en sont les études relatives à la construction de l'hôtel destiné aux bureaux du ministère des Colonies.

Il importe, avant que les plans définitifs soient dressés, que l'on connaisse exactement le nombre des fonctionnaires de l'administration métropolitaine.

Ce nombre, dont un premier projet avait exagéré l'importance, a été l'objet d'études nouvelles, paraît-il, études inspirées par un désir justifié de décentralisation.

La section centrale espère que les idées décentralisatrices prévaudront et qu'elles se traduiront dans la confection du projet de l'hôtel destiné aux bureaux du ministère des Colonies.

RÉPONSE.

1. — Il va de soi que, conformément au désir de la section centrale, les études relatives à la construction de l'hôtel destiné aux bureaux du ministère des Colonies devront être conduites de façon à tenir compte de l'organisation nouvelle des services de ce département.

QUESTION.

2. — Un crédit de 50,000 francs est demandé afin de pourvoir aux dépenses à résulter de l'étude du projet relatif au Mont des Arts. Il résulte des réponses faites par le Gouvernement à la section centrale chargée de l'examen du budget extraordinaire en 1913, que l'État a payé aux héritiers de feu M. l'architecte Acker, une somme de 200,000 francs du chef de l'avant-projet du Mont des Arts.

La section centrale voudrait savoir dans quelles conditions M. l'architecte Caluwaers a été chargé de la rédaction du projet définitif.

RÉPONSE.

2. — Les honoraires alloués à M. l'architecte Caluwaers s'élèveront à 5 p. c. du montant des travaux payés par l'État, déduction faite de la somme de 200,000 francs, versée par l'État aux héritiers de feu l'architecte Acker.

QUESTION.

3. — Quand l'hôtel du gouvernement provincial à Hasselt sera-t-il terminé?

RÉPONSE.

3. — Les travaux de l'hôtel du gouvernement provincial à Hasselt peuvent être considérés comme terminés; il ne reste plus à exécuter que des travaux de décoration. L'architecte, auteur du projet, est chargé d'élaborer des pro-

positions à ce sujet; dès qu'elles auront été approuvées, les travaux pourront être mis en adjudication.

Article 12 du tableau.

QUESTION.

1. — Il est projeté pour 3,832,807 francs de travaux en vue de l'amélioration de la navigation et du régime des crues de la Meuse.

Saisie par le bureau de la Chambre des pétitions des collèges échevinaux de Bressoux, Cheratte, Haccourt, Hermalle, Wandre et Jupille, communes situées le long de la Meuse, à l'aval de Liège, la section centrale a été invitée par plusieurs de ses membres à insister fortement près de M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics pour que les travaux promis depuis longtemps à l'aval de Liège soient enfin mis à exécution.

A ce propos, elle adresse à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics les questions suivantes :

1° Les plans des travaux à exécuter à la Meuse, à l'aval de Liège, sont-ils assez avancés pour que ces travaux puissent être entamés et vigoureusement poussés en 1914?

2° La construction des écluses de Jemeppe et de Chokier est-elle comprise dans les travaux projetés pour 1914?

3° Quelle est la part du crédit proposé de 3,832,807 francs que M. le Ministre a prévue pour les travaux à exécuter à la Meuse à l'aval de Liège, en 1914?

RÉPONSE.

1. — Les expropriations pour les travaux à l'aval de Liège sont poursuivies avec toute l'activité possible.

Les études relatives aux améliorations du fleuve sont assez avancées pour permettre d'annoncer prochainement la mise en adjudication d'une première entreprise se rapportant à la normalisation du coudé de Jupille, à moins que des difficultés imprévues à l'heure actuelle surgissent avec des propriétaires de parcelles à acquérir.

Le crédit proposé permettra de continuer ou d'achever les travaux d'amélioration en cours (écluse de Selayn, endiguement de Seraing) et de commencer la construction des nouvelles écluses de Jemeppe et de Chokier.

La majeure partie des dépenses prévues en 1914 se rapporte aux travaux à l'aval de Liège.

QUESTION.

2. — La section centrale désire savoir où en est la question du rachat du pont d'Argenteau sur la Meuse?

RÉPONSE.

2. — Les négociations en vue du rachat du pont d'Argenteau sur la Meuse sont sur le point d'aboutir.

QUESTION.

3. — Le pont donnant passage au chemin de fer (ligne Hesbaye-Condroz), à Huy, doit, paraît-il, être modifié.

Un membre de la Section centrale demande qu'à ce propos la question de l'élargissement de la travée aboutissant à la rive gauche de la Meuse soit examinée.

La Section centrale prie M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics de lui faire connaître si ce vœu sera pris en considération.

RÉPONSE.

3. — Le Département a prescrit l'étude d'un rescindement de la rive gauche de la rivière en aval de cet ouvrage, ainsi que d'une signalisation destinée à annoncer que des bateaux montants ont franchi la passe navigable du pont-route de Huy.

Ces mesures paraissent de nature à obvier aux inconvénients résultant du promontoire que la rive gauche de la Meuse accuse au droit du pont-rail de Hesbaye-Condroz.

Article 14 du tableau.

QUESTION.

1. — Le bruit court que le Gouvernement songe à désaffecter l'Ourthe, comme voie navigable.

Ce bruit est-il fondé?

S'il l'est, pour quels motifs le Gouvernement songe-t-il à désaffecter l'Ourthe comme voie navigable?

RÉPONSE.

1. — Les frais d'exploitation de la partie de l'Ourthe canalisée située en amont de Tilff étant hors de toute proportion avec le mouvement de la navigation, qui diminue d'année en année, mon Département a décidé de déclasser cette partie de voie.

Toutefois, la décision ne sortira ses effets que le 1^{er} janvier 1917.

Le trafic s'est abaissé en 1911 et 1912 au chiffre insignifiant de 8,640 T.

Article 16 du tableau.

QUESTION.

1. — Le port d'Anvers se trouve dans une situation inférieure à celle du port de Rotterdam au point de vue des transports pondéreux par eau vers le bassin de Liège, et cela bien que la distance de Rotterdam à Liège soit à peu près double de celle d'Anvers à Liège.

Aussi, en 1912, M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics a-t-il décidé la construction immédiate d'un canal direct entre Anvers et

Liège. Ce canal emprunterait les tronçons existants : Anvers-Hérenthals et Quaedmechelen-Hasselt. Jusqu'ici il semble que rien n'a été fait dans ce sens. La Section centrale serait charmée de savoir s'il en est bien ainsi.

Il semble, d'autre part, que la construction d'une voie navigable reliant à Hasselt les ports de Bruxelles et d'Anvers par les canaux de Willebroeck, de Louvain et le Demer canalisé, construction préconisée par la sous-commission technique de la Commission des canaux brabançons, menace de compromettre ou de retarder considérablement la réalisation du canal direct Anvers-Liège.

M. le Ministre demeure-t-il décidé à mettre la main à l'œuvre, en premier lieu, au canal direct susdit? Dans l'affirmative, pourrait-il donner à la Section centrale quelques précisions concernant les travaux projetés et la date de leur mise à exécution?

RÉPONSE.

1. — Mon Département a, en effet, prescrit l'étude d'un projet de canal à grande section reliant Anvers-Hérenthals-Quaedmechelen-Hasselt.

Les travaux entreront dans la phase d'exécution à mesure de l'achèvement des études définitives.

Il n'est pas exact que la construction d'une voie navigable entre Hasselt et Bruxelles puisse compromettre ou retarder les travaux.

QUESTION.

2. — La section centrale prie M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics de lui faire connaître pourquoi aucun crédit ne figure au budget extraordinaire en vue de l'amélioration du cours de la Dendre?

RÉPONSE.

2. — J'ai chargé une commission technique d'élaborer un programme d'amélioration de la Dendre. Cette commission, qui fonctionne activement, n'a pas encore terminé ses travaux.

Article 19 du tableau.

QUESTION.

1. — Un crédit est-il prévu en vue de la canalisation de la Dyle en aval de Malines?

RÉPONSE.

1. — Une somme de 200,000 francs est prévue au projet de budget extraordinaire de 1914 en vue, notamment, de l'amélioration de la Dyle en aval de Malines.

Cette somme, ajoutée au reliquat que présente le crédit de 450,000 francs, inscrit pour le même objet au budget extraordinaire de 1912, permettra de faire face aux dépenses à effectuer à cette fin jusqu'au 31 décembre 1914.

Article 22 du tableau.

QUESTION.

1. — Pourquoi les travaux du canal de la Lys à l'Yperlée sont-ils interrompus ?

L'interruption sera-t-elle de longue durée ?

RÉPONSE.

1. — Après l'accident survenu au cours de l'exécution des travaux, les entrepreneurs ont abandonné les chantiers et ont intenté un procès à l'État. Il faut attendre la solution du litige avant de reprendre les travaux. Néanmoins, on poursuit l'étude des ouvrages qui restent à construire.

Article 33 du tableau.

QUESTION.

1. — Où en sont les études de la commission instituée par arrêté royal du 12 juin 1911, en vue de s'occuper des canaux brabançons et limbourgeois ?

RÉPONSE.

1. — La sous-commission technique constituée au sein de cette commission a terminé ses travaux. La sous-commission économique étudie la question des voies et moyens.

QUESTION.

2. — Un membre appelle l'attention sur l'urgence qu'il y a de terminer enfin les travaux d'élargissement du canal de jonction de la Campine. Il reste, ajoute-t-il, à modifier deux ponts tournants qui forment barrage et rendent les grands travaux improductifs.

La Section centrale prie M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics de vouloir bien lui faire connaître à quelle époque les travaux susdits seront terminés.

RÉPONSE.

2. — Je présume que la question vise le remplacement des ponts tournants du canal d'embranchement vers Turnhout, dont la passe navigable ne mesure que 5m. 50 de largeur.

Les études relatives à ces améliorations sont en cours et seront terminées prochainement.

*
* * *

Un membre de la Section centrale fait observer que les ponts du Poirier, de Jumet, de Saint-Roch et de Louvain, sur la Sambre, ont subi des affais-

sements considérables, allant, paraît-il, jusqu'à 60 centimètres. La diminution du tirant d'air rend la circulation des bateaux fort difficile. L'honorable membre appelle sur ce point l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.

*
* * *

Article 28 du tableau.

QUESTION.

1. — Les expropriations à faire en vue de la construction du port de pêche de La Panne sont en ce moment déferées à la justice.

Le Gouvernement dispose-t-il des crédits nécessaires pour solder ces expropriations ?

RÉPONSE.

1. — En vertu de l'article 7, 4^e, de la loi du 7 août 1911 contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1911, le Gouvernement est autorisé à imputer sur la somme prévue au poste 4 de l'annexe V, visée à l'article 4 de l'acte additionnel au traité de cession de l'Etat Indépendant du Congo à la Belgique, créant un fonds spécial de 45,500,000 francs, une somme de 6,000,000 à affecter à la construction d'un port de pêche à La Panne.

Le Gouvernement dispose donc du crédit nécessaire pour solder les expropriations à faire en vue de la construction du dit port.

Article 35^A du tableau.

QUESTION.

ART. 35^A. — L'aménagement des gares de Gembloux et de Glons, demandé par la Section centrale en 1913, ne figure dans l'énumération que parmi les etc...

Quelles sont, à leur propos, les intentions du Gouvernement ?

RÉPONSE.

ART 35^A. — Les acquisitions en vue de l'aménagement de la station de Gembloux se poursuivent activement.

La direction des voies et travaux de Namur, afin d'arriver à une solution plus rapidement réalisable, vient d'introduire des propositions modifiant le plan d'aménagement approuvé en 1911. Ces propositions ont pour but principal d'échapper à la nécessité de relever les voies de la gare. Elles prévoient le détournement de la ligne de Gembloux à Landen (qui commencerait à l'extrémité de la station vers Bruxelles), et l'établissement d'un raccordement entre les lignes de Gembloux-Landen et Gembloux-Fleurus (celle-ci étant également détournée), de manière à décharger la gare de Gembloux des trains de marchandises directs de Landen vers Fleurus et vice versa.

La suppression du passage à niveau s'obtient en élargissant le viaduc inférieur, établi sous la ligne de Gembloux à Namur aux abords des sucreries. Le nouveau tracé rejoint la chaussée de Namur à Bruxelles en longeant le talus du chemin de fer.

Une passerelle pour piétons est prévue à l'emplacement actuel du passage à niveau.

Le Comité de direction examinera ces propositions, en s'inspirant avant tout de la préoccupation d'assurer une exécution rapide.

Article 35^c du tableau.

QUESTION.

Art. 35^c. — Le Gouvernement se propose de construire une ligne nouvelle de Fexhe-le-Haut-Clocher à Kinkempois. Cette ligne, qui fait partie du projet Bicheroux, est-elle projetée en vue de relier Bruxelles à l'Allemagne par une ligne directe, à circulation rapide, passant par la ville de Liège ?

Le Gouvernement prend-il en considération le projet Bicheroux ?

RÉPONSE.

Art. 35^c. — La nouvelle ligne de Fexhe-le-Haut-Clocher à Kinkempois est destinée à dégager les plans inclinés de Liège et la station de Liège-Guillemins.

Le projet Bicheroux n'a été présenté qu'en juillet 1913, alors que les études sur le tracé de la ligne Fexhe-le-Haut-Clocher à Kinkempois étaient terminées et les terrains presque tous acquis.

Actuellement, sur une totalité de 534 emprises il n'en reste plus à acquérir que 34.

Article 35^d du tableau.

QUESTION.

Art. 35^d. — Malgré l'amendement proposé par la section centrale en 1913, la mise à double voie de la ligne d'Hérenthals à Turnhout ne figure pas dans l'énumération du paragraphe D.

Quand ce travail, demandé depuis si longtemps, sera-t-il enfin exécuté ?

RÉPONSE.

Art. 35^d. — L'établissement des doubles voies est réglé en tenant compte pour chaque ligne de l'intensité du trafic et des difficultés spéciales d'exploitation.

Le projet est à l'étude.

*
* * *

Un membre de la Section centrale fait remarquer que d'après le tableau XIX de la page 124 du compte rendu des opérations des chemins de fer

pendant l'année 1912 (document 599 de 1913), le compte ordinaire serait en défaut de renouveler :

187 locomotives ;

505 tenders ;

808 voitures voyageurs ;

1654 voitures marchandises.

Il se demande quelle est la valeur de ce matériel manquant ? Il observe en outre qu'à l'art. 56 le Gouvernement demande un crédit de 22 millions.

Les dépenses pour le renouvellement et l'acquisition du matériel manquant sont-elles comprises dans ce crédit ?

Elles ne devraient pas l'être, ajoute-t-il, puisque le budget ordinaire devrait en supporter le coût.

* * *

Article 50 du tableau.

QUESTION.

1. — Un crédit important est demandé pour les bâtiments militaires et les camps d'instruction. Il s'élève à 10,500,000 francs.

La section centrale croit pouvoir demander des précisions.

De quels camps s'agit-il ?

RÉPONSE.

1. — Détail des dépenses de l'article 50 du Budget extraordinaire.

a. Littera a. — 7,200,000 francs.

Places.	Casernes.	Entreprises.	Dépenses.
Anvers.	Saint-Georges et rue du Prince.	Transformation du casernement en vue d'y loger un régiment et la compagnie universitaire (entreprises partielles)	300,000
Id.	Casernes de l'ancienne enceinte et forts de la 2 ^e ligne.	Travaux et fournitures divers pour assurer les installations des unités et services.	200,000
Id.	Dépôts.	Travaux et fournitures divers à résulter d'agrandissements et de transferts.	500,000
Id.	Nouvelle.	Installations nouvelles pour la compagnie des pontonniers (terrain et première entreprise)	200,000
Lierre.	Artillerie.	Continuation de la construction de la caserne (entreprise partielle)	1,000,000
Liège.	Nouvelle.	Caserne pour le 12 ^e régiment de ligne (première entreprise et terrains)	500,000
Id.	Id.	Dépôts divers, parc divisionnaire, terrains et constructions (première entreprise)	1,000,000
Id.	Chartreuse.	Continuation des installations pour un régiment d'artillerie montée et pour un bataillon du génie divisionnaire (entreprises partielles)	500,000
Namur.	Nouvelle.	Caserne pour les effectifs du 13 ^e de ligne non logés dans les forts (entreprise et terrain).	500,000
Id.	Id.	Dépôts divers, parc divisionnaire.	1,000,000
Id.	Jambes.	Construction d'une caserne pour deux bataillons du génie (terrain et première entreprise)	500,000
Id.	Nouvelle.	Construction d'une caserne pour un régiment d'artillerie montée (terrain et première entreprise)	1,000,000
TOTAL.			7,200,000

b. Littera b. — 1,300,000 francs.

Camp de Beverloo.	Hôpital militaire.	Achèvement des travaux d'agrandissement	550,000
Id.	Divers.	Report de travaux divers non exécutés en 1913 et ajournés à 1914, à défaut de ressources budgétaires (hôpital militaire, mess, réfectoires, etc.)	750,000
TOTAL.			1,300,000

c. Littera c. — 2,000.000 francs.

Places.	Casernes.	Entreprises.	Dépenses.
Liège.	Hôpital militaire.	Prolongement de l'aile gauche	140,000
Id.	Forts.	Recouvrement de locaux au moyen de plaques d'isolation en vue d'améliorer leur habitabilité.	100,000
Camp de Beverloo.		Etablissement d'une distribution d'eau	350,000
Id.	Infanterie et cavalerie.	Etablissement de noues pour recueillir les eaux de ruissellement.	30,000
Id.	Cavalerie.	Pavage des parties latérales des écuries	53,000
Camp de Hoogstraeten.	Camp.	Acquisition des premiers terrains.	100,000
Namur.	Forts.	Recouvrement de locaux au moyen de plaques d'isolation en vue d'améliorer leur habitabilité.	70,000
Id.	Hôpital militaire.	Continuation de la construction	300,000
Anvers.	Id.	Pharmacie centrale : installation de caves sous le hall vitré, d'un auvent vitré dans la cour ouest, et d'un séchoir	29,000
Id.	Forts.	Construction de logements pour sous-officiers mariés, à proximité des forts	73,500
Brasschaet.	École de tir.	Construction de quatre logements de sous-officiers mariés	25,000
Id.	Id.	Construction de deux pavillons doubles pour officiers mariés	72,000
Id.	Camp.	Extension du casernement des troupes	150,000
Schooten.	Fort.	Amélioration de l'habitabilité de l'ouvrage . .	50,000
Divers.		Petites améliorations au casernement et aux hôpitaux. Hospitalisation éventuelle en cas d'épidémie	272,000
Id.		Complément ordinaire du mobilier	35,500
Id.		Ameublement de chambres de sous-officiers. .	150,000
TOTAL. . . .			2,000,000

Article 59 du tableau.

QUESTION.

1. — Un membre de la section centrale assure que le domaine de Rouge-Cloître n'a rien de forestier. Cependant, une grande partie du crédit de 550,000 francs est consacrée à en solder les frais d'achat, alors que des propriétés forestières importantes ne sont pas acquises.

La section centrale prie M. le Ministre des Finances de donner à la section centrale quelques précisions à ce propos.

RÉPONSE.

1. — L'article 5 du budget extraordinaire de l'exercice 1910 est ainsi conçu :

« Le Ministre des Finances est autorisé à acquérir, à charge du crédit » extraordinaire annuel destiné à l'extension du domaine national, des » immeubles situés à Anderghem, au lieu dit « Rouge-Cloître », d'une » contenance d'environ 59 hectares 89 ares, moyennant le prix global de » fr. 1,454,558.27, payable comptant à concurrence de fr. 242,823.52 et le » surplus en cinq versements de fr. 242,346.99, exigibles d'année en année, » à partir de 1911. »

La note préliminaire faisait remarquer que la propriété de Rouge-Cloître constitue en quelque sorte un accessoire de la forêt de Soignes; c'est pourquoi l'acquisition fut considérée comme se rattachant au domaine forestier. La note énonçait, en outre, que le mode de paiement par annuités « était » adopté afin de pouvoir régulariser la dépense au moyen du crédit de » 300,000 francs inscrit à charge du budget extraordinaire pour l'extension » du domaine national. »

Au budget extraordinaire de 1911, ce crédit a été maintenu à l'ancien chiffre de 300,000 francs ; mais, afin de ne pas arrêter le cours normal des acquisitions forestières proprement dites, ce crédit a été relevé à partir de l'année suivante : il a été porté à 350,000 francs en 1912, à 900,000 francs en 1913 et à 550,000 francs au projet de budget pour 1914.

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.

M. le Ministre des Finances a adressé à M. le président de la Chambre la lettre suivante :

Bruxelles, le 9 janvier 1914.

*A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants,
au Palais de la Nation.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser un amendement au projet de Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1914.

En suite de cet amendement, il y a lieu de compléter en conséquence les articles 7 et 8 (1^{er} et 2^me alinéas) dudit projet de loi.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre,

M. LEVIE.

AMENDEMENT.

ART. 4bis.

Il est ouvert au Ministère des Finances un crédit de vingt mille francs (20,000 francs), destiné à faire des avances au fonds de garantie institué par l'article 20 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 4bis.

Aan het Ministerie van Financiën wordt een krediet geopend van twintig duizend frank (20,000 frank) om voorschotten te doen aan het waarborgfonds, ingesteld door artikel 20 der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

Pareil crédit, alloué par la loi du budget extraordinaire de 1911 (art. 3, litt. c., 1^o), est tombé en annulation le 31 décembre 1913. Il est nécessaire de le renouveler en vue des avances à faire éventuellement.

La section centrale a adopté, à l'unanimité des membres présents, l'amendement déposé par M. le Ministre des Finances et destiné à devenir l'article 4bis du projet de loi.

Elle a l'honneur de proposer à la Chambre de l'adopter à son tour et de compléter en conséquence l'énumération des articles que comprennent les articles 7 et 8 du projet de loi.

L'article 7 deviendra ainsi :

« L'excédent des dépenses autorisées par les articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 4bis, etc. »
 » le reste comme au projet). »

L'article 8 deviendra de son côté :

« aux crédits alloués par les articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 4bis, etc. »
 » (le reste comme au projet). »

AMENDEMENT DE LA SECTION CENTRALE.

La réponse de M. le Ministre des Chemins de fer à la question de la section centrale relative à la mise à double voie de la ligne d'Hérenthals à Turnhout rappelle celle adressée, il y a dix ans déjà, par le Ministre des Chemins de fer, à la section centrale chargée de l'examen du budget extraordinaire de 1903. Cette réponse ne tient pas compte du fait qu'à 6 kilomètres de Turnhout se trouve une gare considérable, celle de Weelde-Merxplas, comprenant soixante voies et qui envoie vers Anvers, par la ligne de Turnhout à Hérenthals, environ vingt-quatre trains de marchandises tous les jours. La marche de ces trains de marchandises paralyse naturellement celle des trains de voyageurs.

Il faut absolument que la ville de Turnhout soit mise sans délai en communication plus rapide avec le centre du pays.

Aussi, la section centrale a-t-elle l'honneur de proposer à la Chambre l'amendement suivant :

A l'article 35 du tableau, ajouter à la fin du § D : Etablissement d'une double voie d'Hérenthals à Turnhout.

*
* *

Le budget des recettes et des dépenses extraordinaires est adopté par la section centrale par cinq voix contre une.

Le rapport est adopté à l'unanimité des voix des membres présents.

Le Rapporteur,

VERHAEGEN.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

(1)

(Nr 144.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 FEBRUARI 1914.

Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven
voor het dienstjaar 1914 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

De begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven voor 1914 werd ingediend op 19 December 1913.

De Middenafdeeling geeft voorzeker het gevoel van al hare leden weer, wanneer zij de aandacht der Kamer vestigt op dien datum en de Regeering hiermede gelukwenscht.

Sedert 1900 werd de buitengewone begrooting ingediend op de volgende datums :

1900.	11 April.	1908.	31 Maart.
1901.	12 Juli.	1909.	28 Mei.
1902.	15 April.	1910.	17 Maart.
1903.	7 Juli.	1911.	18 Mei.
1904.	2 Febr.	1912.	29 Maart.
1905.	21 Maart.	1913.	18 Juli.
1906.	5 April.	1914.	19 Dec. 1913.
1907.	21 Juni.		

Meermaals werd over het laattijdig indienen van de buitengewone begrooting geklaagd door de leden der Kamer, inzonderheid door hen, die deel uitmaakten van de Middenafdeeling welke deze begrooting moest onderzoeken. Feitelijk was het toezicht, dat de Kamer gerechtigd en verplicht is uit te oefenen, verhinderd, soms verlamd geworden, doordat de Middenafdeeling zich verplicht zag, in weinige dagen het ontwerp van begrooting te bestudeeren,

(1) Begrooting, n^o 59^{xviii}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren d'Huart, Visart de Bocarmé, Polet, Fléchet, De Meester, Verhaegen.

vragen te richten tot de Ministers en haar verslag op te maken, om op den duur voor de Kamer te komen met een haastig afgewerkt stuk, dat de vergadering, bij gebrek aan tijd, niet grondig kon onderzoeken.

Voortaan kan de buitengewone begrooting nauwkeurig bestudeerd en behandeld worden, telkens als de Kamer het verlangt.

Dat is een groote stap vooruit.

BELOOP VAN DE AANGEVRAAGDE KREDIETEN.

In onderstaande tabel vindt men het bedrag van de kredieten, op de buitengewone begrooting uitgetrokken tijdens de tien jaren vóór 1914 :

1904	146,069,825.29
1905	123,263,160.27
1906	118,051,973.25
1907	156,042,837.97
1908	213,366,858.40
1909	160,012,604.54
1910	116,722,071.20
1911	129,003,133.76
1912	124,033,708.64
1913	99,192,750.00
Te zamen . . .	<u>1,387,758,921.32</u>

Sedert tien jaren werd dus gemiddeld 138,775,892 frank aangevraagd.

De buitengewone begrooting voor 1914 gaat met nagenoeg 47 miljoen dit gemiddeld cijfer te boven.

Waaraan is deze aanzienlijke vermeerdering te wijten ?

In de Inleidingsnota, die aan het onderzoek der artikelen van het ontwerp voorafgaat, geeft de Minister van Financiën daartoe verscheidene redenen op.

De uitgaven van roerenden aard, tot inrichting van het leger, staan op het ontwerp van begrooting voor nagenoeg 27, miljoen en wel onder de volgende artikelen van de tabel :

Artikel 42 fr.	425,000
— 43	8,000,000
— 44	1,840,600
— 45	5,420,000
— 46	5,000,000
— 48	128,000
— 55	5,430,000
— 57	2,486,800
	<u>Fr. 26,750,000</u>

Anderdeels zijn sommige aangevraagde kredieten als 't ware voorschotten die de Staat thans doet, doch waarvoor zij later het bedrag zal terugvinden.

Deze kredieten komen voor in de volgende artikelen :

Artikel 26	fr. 1,084,243
— 56	10,000,000
— 5 van het wetsontwerp.	6,000,000
	Fr. 17,084,243

Dus reeds 43,814,243 frank (26,750,000 en 17,084,243) meer op de begrooting voor 1914, en wel voor kredieten van een bijzonderen aard.

Daar kunnen worden bijgevoegd de artikelen 10 en 11, alsmede artikel 50.

De artikelen 10 en 11 betreffen het oprichten en geschiktmaken van militaire gebouwen in niet versterkte plaatsen, alsmede het bouwen van kazernen voor de gendarmerie.

Artikel 50 betreft de militaire gebouwen in versterkte plaatsen en de oefeningskampen.

De kredieten, in deze drie artikelen uitgetrokken, stonden vroeger onder de uitzonderlijke uitgaven; thans zijn zij merkelyk grooter dan die welke vroeger waren bestemd voor dergelijke werken, en wel ten gevolge van de aanzienlijke vermeerdering der getalsterkte van het leger en van de gendarmerie, door de Kamers aangenomen.

Ziehier de opsomming :

Artikel 10	fr. 10,200,000
— 11	2,500,000
— 50	10,500,000
	Fr. 23,000,000

Voegt men deze 23 millioen bij de hierboven vermelde 43,814,243 frank, dan bereikt men een totaal van 66,814,243 frank. Deze som vertegenwoordigt, ten naasten bij, de meerdere lasten der buitengewone begrooting voor 1914, wegens de nieuwe militaire uitgaven, en de voorschotten voor de uitvoering van sommige werken van algemeen nut.

Over 't geheel, blijft dus deze begrooting, behalve gezegde bijzondere punten, beneden de gemiddelde buitengewone kredieten, in den loop der laatste tien jaren toegestaan. Overigens betreffen al de voorgestelde kredieten werken, waartoe vroeger werd besloten door de wetgeving en welker afschaffing noch zelfs vermindering door niemand wordt gevraagd. Verre van daar, verlangt elk lid van de Wetgevende Kamers, dat de werken in zijne omschrijving zoo spoedig mogelijk worden doorgezet.

*
* *

Een lid van de Middenafdeeling doet uitschijnen dat de buitengewone begrooting voor dit jaar 80 millioen meer bedraagt dan die van 1913 en dat deze verhooging niet kan gerechtvaardigd worden door de kredieten, voor het leger bestemd.

*
* *

Door de afdeelingen werden tal van vragen gesteld. De Middenafdeeling heeft aan de Regeering overgemaakt al de vragen welke, naar hare meening,

een onmiddellijk antwoord vanwege de betrokken departementen eischen. Daaraan voegde zij toe de vragen, waarover gedachten werden gewisseld door hare leden. De volgorde is die van de artikelen der tabel, gevoegd bij de begrooting.

Artikel 4 van de tabel.

VRAAG.

1. — Is de Regeering van plan, de baan van Brussel op Ninove, waarvan de toestand te wenschen overlaat, in 1914 te herstellen?

ANTWOORD.

1. — De dienst der wegenis in Brabant is aangezocht geworden, een ontwerp op te maken voor het gedeelte der baan op het grondgebied van deze provincie.

Het ontwerp voor de herstelling van het gedeelte, dat Ninove (Burcht-dam) doorloopt, is klaar. In den loop van dit jaar kunnen de werken worden uitgevoerd.

De andere gedeelten zullen dan volgen.

VRAAG.

2. — Hoever staat het met de herstelling der baan van Brussel op Bergen, namelijk tusschen Hennuyères en Halle?

ANTWOORD.

2. — De herstellingswerken zijn aangevangen tusschen Halle en Twee-beek. Het ontwerp van lastkohier voor de uitvoering van de werken op het gedeelte tusschen Tweebeek en Hennuyères wordt thans opgemaakt.

VRAAG.

3. — Welke regelen gelden voor het verleggen van de Staatsbanen waar zij door steden loopen?

In sommige steden, bij voorbeeld te Gent, waar de Staatsbanen achter-eenvolgens werden verlegd, werden soms aanzienlijke kosten gedaan, welke de stad te haren laste hadde moeten nemen, ware de Staat niet welwillend tusschenbeide gekomen.

Te Gent loopen twee Staatsbanen door de stad, met name die van Brussel op Oostende, beginnend aan de Keizerpoort en uitlopend aan de Brugsche poort, en de baan van Antwerpen op Rijsel, van de Dampoort naar de Kortrijksche poort.

In andere steden, bij voorbeeld te Antwerpen, werd Staats wegenis nooit verlegd.

Een lid van de Middenafdeeling beweerde dat deze verlegging steeds willekeurig geschiedt.

Zonder in te stemmen met deze bewering, verlangt de Middenafdeeling te weten welke regelen bij dergelijke verlegging worden gevolgd.

ANTWOORD.

3. — Het verleggen van Staats groote wegenis waar zij door steden loopt, geschiedt geenszins op willekeurige wijze, maar steeds in het algemeen belang van het verkeer en gewoonlijk door middel van ruiling.

VRAAG.

4. — Een lid van de Middenafdeeling verlangt dat de Staatsbaan verlengd worde van Gheel tot Diest. Daarover zou de Middenafdeeling gaarne het inzicht van de Regeering kennen.

ANTWOORD.

4. — De baan van Gheel op Diest heeft twee vertakkingen.

Het lastkohier voor het aanleggen van het vak naar Tessenderloo wordt thans opgemaakt. Eerlang kan het werk worden aangevangen.

Later volgt het aanleggen van de andere vertakking.

Art. 6 van de tabel

VRAAG.

1. — Sedert drie jaren voltooit men het Paleis van het Jubelpark te Brussel.

Daaraan werd besteed :

In 1912,	450,000 frank ;
In 1913,	425,000 —
In 1914,	350,000 —

Te zamen. . . 1,225,000 frank.

De Middenafdeeling verlangt te weten, welke die voltooiingswerken zijn en of zij in 1914 zullen voltrokken zijn.

ANTWOORD.

1. — De voltooiingswerken bestaan uit plafonneerwerk, marmerwerk, schrijnwerk, bevloering, ijzerwerk, gezondheids- en verlichtingstoestellen, ondergrondse gangen in gewapend beton voor de centrale verwarming en de volledige instelling van deze verwarming.

Al deze werken zijn aanbesteed of worden het eerlang.

Dan moet nog worden overgegaan tot het schilder- en versieringswerk, de meubilering, enz.

Art. 7 van de tabel.

VRAAG.

1. — Op de buitengewone begroting voor 1911 was uitgetrokken een krediet van 500,000 frank, tot het bouwen van het hotel, bestemd voor de burelen van het Ministerie van Koloniën en voor de onteigeningen.

In 1913 werd, voor het bouwen van het hotel, een nieuw krediet van 55,000 frank aangevraagd.

In 1914 vraagt men nogmaals een krediet van 50,000 frank aan voor dezelfde bestemming.

De Middenafdeeling verlangt te weten hoever het staat met de studiën betreffende het bouwen van het hotel voor de bureelen van het Ministerie van Koloniën.

Voordat de eindplannen zijn opgemaakt, dient men nauwkeurig te weten hoeveel ambtenaren het bestuur in het Moederland zal bedragen.

Dit getal, waarvan de hooggroothed was overdreven in een eerste ontwerp, werd opnieuw onderzocht, naar het schijnt, met het billijk verlangen van decentralisatie.

De Middenafdeeling hoopt dat het begrip van decentralisatie zal doorgaan en in acht worden genomen bij het opmaken van het ontwerp van het hotel bestemd voor de bureelen van het Ministerie van Koloniën.

ANTWOORD.

1. — Het spreekt vanzelf dat, naar het verlangen van de Middenafdeeling, de studiën betreffende het bouwen van het hotel, bestemd voor de bureelen van het Ministerie van Koloniën, moeten geleid worden op zulke wijze dat rekening wordt gehouden met de nieuwe inrichting der diensten van dit Departement.

VRAAG.

2. — Een krediet van 50,000 frank wordt aangevraagd tot het bestrijden van de kosten der bestudeering van het ontwerp voor den Kunstberg. Uit de antwoorden, door de Reggering gegeven aan de Middenafdeeling die de buitengewone begrooting voor 1913 onderzocht, blijkt dat de Staat aan de erfgenamen van wijlen den bouwmeester Acker heeft betaald eene som van 200,000 frank voor het voorontwerp van den Kunstberg.

De Middenafdeeling verlangt te weten onder welke voorwaarden de bouwmeester Caluwaers belast werd met het opmaken van het eindontwerp.

ANTWOORD.

2. — Het eereloon, aan den bouwmeester Caluwaers toegekend, bedraagt 5 t. h. van het beloop der werken, door den Staat betaald, na aftrek van de som van 200,000 frank, door den Staat gestort aan de erfgenamen van wijlen den bouwmeester Acker.

VRAAG.

3. — Wanneer zal het hotel van het provinciaal bestuur te Hasselt voltrokken zijn?

ANTWOORD.

3. — De werken van het hotel voor het provinciaal bestuur te Hasselt kunnen als voltrokken worden beschouwd; nog slechts de versieringswerken

zijn te verrichten. De bouwmeester, die het plan opmaakte, is gelast dien-
aangaande voorstellen te doen ; zoodra zij goedgekeurd zijn, kunnen de
werken worden aanbesteed.

Artikel 12 van de tabel.

VRAAG.

1. — Er is ontworpen, tot een bedrag van 3,832,807 frank, eene reeks
werken tot verbetering van de scheepvaart en den hooger waterstand
der Maas.

Door het bureel der Kamer werden aan de Middenafdeeling gezonden de
verzoekschriften van de schepencolleges van Bressoux, Cheratte, Haccourt,
Hermalle, Wandre en Jupille, gemeenten langs de Maas stroomafwaarts
Luik ; naar aanleiding daarvan werd de Middenafdeeling door verscheidene
harer leden aangezocht, bij den Minister van Landbouw en Openbare
Werken sterk aan te dringen opdat de sedert zoolang beloofde werken
stroomafwaarts Luik eindelijk worden uitgevoerd.

Hieromtrent heeft zij tot den Minister van Landbouw en Openbare
Werken de volgende vragen gericht :

1^o Zijn de plans voor de werken, stroomafwaarts Luik aan de Maas te
verrichten, genoeg gevorderd om die werken in 1914 aan te vangen en
krachtig door te zetten ?

2^o Is het bouwen van de sluizen te Jemeppe en te Chokier begrepen in de
voor 1914 ontworpen werken ?

3^o Welk deel van het voorgesteld krediet van 3,832,807 frank voorziet de
Minister voor de werken aan de Maas stroomafwaarts Luik in 1914 ?

ANTWOORD.

1. — De onteigeningen voor de werken stroomafwaarts Luik worden zoo
spoedig mogelijk doorgedreven.

De studiën betreffende de verbeteringen van de rivier zijn genoeg gevor-
derd om te kunnen beloven dat eene eerste onderneming voor de regeling
der bocht te Jemelle eerlang wordt aanbesteed, ten ware vooralsnu onvoor-
ziene moeilijkheden met de eigenaars der aan te koopen perceelen mochten
ontstaan.

Met het voorgesteld krediet kan men de aangevangen verbeteringswerken
voortzetten of voltrekken : sluis te Sclayn, indijking te Seraing, en aan-
vangen met het bouwen van de nieuwe sluizen te Jemelle en Chokier.

Het meerendeel van de uitgaven, voorzien voor 1914, betreffen de werken
stroomafwaarts Luik.

VRAAG.

2. — De Middenafdeeling verlangt te weten hoever het staat met den
afkoop der brug te Argenteau over de Maas.

ANTWOORD.

2. — De onderhandelingen voor den afkoop der brug te Argenteau over
de Maas zijn op het punt te gelukken.

VRAAG.

3. — Het schijnt dat de brug, waarover te Hoei de spoorweg Haspengouw-Condroz loopt, moet gewijzigd worden.

Een lid der Middenafdeeling verlangt dat, naar aanleiding daarvan, het vraagstuk der verbreiding van de jukkenwijdte, die uitkomt op den linkeroever der Maas, worde onderzocht.

De Middenafdeeling verzoekt den Minister van Landbouw en Openbare werken aanwerking zal haar te zeggen of dit verlangen in worden genomen.

ANTWOORD.

3. — Het Departement heeft bevel gegeven tot het bestudeeren van eene afneming van den linkeroever der rivier beneden die brug, alsmede van eene seininrichting bestemd om aan te wijzen dat opkomende schepen door de vaargeul der brug te Hoei zijn.

Deze maatregelen kunnen de bezwaren wegnemen, die worden veroorzaakt door den uitsprong van den linkeroever der Maas tegenover de spoorwegbrug der baan Haspengouw-Condroz.

Artikel 14 van de tabel.

VRAAG.

1. — Het gerucht loopt, dat de Regeering van plan zou zijn, de Ourthe niet langer bevaarbaar te laten.

Is dat gerucht gegrond?

Zoo ja, om welke redenen denkt de Regeering de Ourthe niet langer bevaarbaar te laten?

ANTWOORD.

1. — Daar de kosten van exploitatie van het deel der gekanaliseerde Ourthe stroomopwaarts Tilff niet in verhouding is tot de scheepvaartbeweging die van jaar tot jaar afneemt, heeft mijn Departement besloten dit gedeelte af te schaffen.

Deze beslissing treedt evenwel slechts op 1 Januari 1917 in werking.

In 1911 en 1912 bedroeg het verkeer nog slechts het onbeduidend getal van 8,640 ton.

Artikel 16 van de tabel.

VRAAG.

1. — De haven van Antwerpen verkeert in een minderwaardigen toestand dan de haven van Rotterdam voor het vervoer van zware goederen te water naar de kom van Luik, ofschoon de afstand van Rotterdam tot Luik nagenoeg tweemaal zoo groot is als van Antwerpen tot Luik.

Ook heeft de Minister van Landbouw en Openbare Werken, in 1912, besloten onmiddellijk eene rechtstreeksche vaart tusschen Antwerpen en

Luik aan te leggen. Deze vaart zou'de bestaande vakken : Antwerpen-Herenthals en Quaadmechelen-Hasselt benuttigen. Tot hiertoe schijnt niets in dien zin gedaan te zijn. De Middenafdeeling zou gaarne vernemen wat er van is.

Anderdeels schijnt het, dat het aanleggen van eene vaart, die Hasselt verbindt met de havens van Brussel en Antwerpen door middel van de Willebroeksche, de Leuvensche vaart en den gekanaliseerden Demer, aanbevolen door de technische subcommissie van de Commissie der Brabantsche Vaarten, het graven van de rechtstreeksche vaart Antwerpen-Luik dreigt in gevaar te brengen of aanzienlijk te vertragen.

Blijft de Minister bij zijn besluit om eerst en vooral de hand te leggen aan bedoelde rechtstreeksche vaart? Zoo ja, kan hij de Middenafdeeling eenige verzekering geven over de ontworpen werken en den datum van de uitvoering?

ANTWOORD.

1. — Mijn Departement heeft inderdaad bevel gegeven tot het bestudeeren van een ontwerp van breede vaart om Antwerpen te verbinden met Herenthals, Quaadmechelen en Hasselt.

De werken worden aangevangen naarmate de eindstudiën afloopen.

't Is onjuist, dat het aanleggen van eene vaart tusschen Hasselt en Brussel de werken kan in gevaar brengen of vertragen.

VRAAG.

2. — De Middenafdeeling verzoekt den Minister van Landbouw en Openbare Werken te zeggen waarom geen krediet op de buitengewoone begrooting is uitgetrokken om den loop van den Dender te verbeteren.

ANTWOORD.

2. — Ik heb eene technische commissie gelast, een programma voor de verbetering van den Dender op te maken. Deze commissie werkt ijverig, doch hare werkzaamheden zijn nog niet geëindigd.

Artikel 19 van de tabel.

VRAAG.

1. — Is er een krediet voorzien voor de kanalisatie der Dijle stroomafwaarts Mechelen?

ANTWOORD.

1. — Eene som van 200,000 frank is op het ontwerp van buitengewoon begrooting voor 1914 uitgetrokken, namelijk tot verbetering van de Dijle stroomafwaarts Mechelen.

Deze som, gevoegd bij het overschot van het krediet van 450,000 frank, voor dezelfde zaak uitgetrokken op de begrooting voor 1912, zal volstaan om de uitgaven te bestrijden, welke te dien einde moeten gedaan worden tot 31 December 1914.

Artikel 22 van de tabel.

VRAAG.

1. — Hoever staat het met de studiën van de commissie, bij koninklijk besluit van 12 Juni 1911 aangesteld voor de Brabantsche en Limburgsche vaarten ?

ANTWOORD.

1. — De technische subcommissie, in deze commissie aangesteld, heeft hare werkzaamheden geëindigd. De economische subcommissie bestudeert het vraagstuk van de geldmiddelen.

VRAAG.

2. — Een lid acht dat het dringend noodig is een eind te maken aan de werken tot verbreeding van de verbindingsvaart der Kempen. Men moet nog, zegt hij, twee draaibruggen wijzigen, die een afsluiting verwekken en de groote werken zonder nut laten.

De Middenafdeeling verzekt den Minister van Landbouw en Openbare Werken haar te zeggen wanneer bedoelde werken zullen voltrokken zijn.

ANTWOORD.

2. — Ik onderstel dat de vraag doelt op de vervanging van de draaibruggen op de vertakkingsvaart naar Turnhout, waarvan de vaargeul slechts 5 m. 50 breed is.

De studiën betreffende deze verbeteringen zijn aangevangen en zullen eerlang afloopen.

*
* *

Een lid van de Middenafdeeling doet opmerken dat de brug « du Poirier », te Jumet, de Sint-Rochusbrug en de Leuvensche brug over de Samber, aanzienlijk zijn ingezakt, en wel, naar het schijnt, tot 60 centimeter.

De vermindering van de hoogte der doorvaart maakt het scheepsverkeer moeilijk. Op dit punt vestigt het achtbaar lid de aandacht van den Minister van Landbouw en Openbare Werken.

*
* *

Artikel 28 van de tabel.

VRAAG.

1. — De onteigeningen voor het aanleggen van de visschershaven te De Panne zijn thans aan het gerecht onderworpen.

Beschikt de Regeering over de noodige kredieten om deze onteigeningen te bekostigen ?

ANTWOORD.

1. — Krachtens artikel 7, 4^e, der wet van 7 Augustus 1911, tot vaststelling van de begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1911, is de Regeering gemachtigd, van de som, voorzien onder post 4 van de bijlage V, bedoeld in artikel 4 van de akte toegevoegd aan het verdrag tot afstand van den Onafhankelijken Congostaat aan België, waarbij een bijzonder fonds van 45,500,000 frank wordt ingesteld, af te nemen eene som van 6,000,000, te besteden aan het maken van eene visschershaven te De Panne.

Dus beschikt de Regeering over het noodige krediet tot betaling van de noodige onteigeningen om deze haven tot stand te brengen.

Artikel 35^A van de tabel.

VRAAG.

Art. 35^A. — De doelmatige inrichting van de statiën Gembloers en Glons, door de Middenafdeeling in 1913 gevraagd, komt in de opsomming slechts voor onder de « enz. ».

Wat zijn hieromtrent de inzichten der Regeering?

ANTWOORD.

Art. 35^A. — De aankopen voor de doelmatige inrichting van de statie Gembloers worden duchtig voortgezet.

Het Bestuur van Weg en Werken te Namen heeft onlangs, ten einde tot eene gemakkelijker te verwezenlijken oplossing te geraken, voorstellen gedaan tot wijziging van het inrichtingsplan, in 1911 goedgekeurd. Deze voorstellen hebben vooral ten doel, het ophoogen van de sporen in de statie te vermijden. Zij voorzien de afleiding der lijn van Gembloers op Landen (die zou aanvangen aan het uiteinde van de statie naar Brussel) en het aanleggen van eene verbinding tusschen de lijnen Gembloers-Landen en Gembloers-Fleurus (deze laatste insgelijks afgeleid), zoodat de statie Gembloers ontlast zou zijn van de doorgaande goederentreinen uit Landen naar Fleurus en vice-versa.

De afschaffing van den overweg verkrijgt men door de verbredening van de onderste boogbrug onder de lijn van Gembloers op Namen, nabij de suikervabrieken. De nieuwe weg vervoegt den steenweg van Namen op Brussel langs de glooiing van den spoorweg.

Een brugje voor voetgangers is voorzien ter plaatse van den tegenwoordigen overweg.

Het Bestuurscomité zal deze voorstellen onderzoeken, vooral met het oog op eene spoedige verwezenlijking.

Artikel 35^C van de tabel.

VRAAG.

Art. 35^C. — De Regeering is van plan, eene nieuwe lijn aan te leggen van Fexhe-le-Haut-Clocher tot Kinkempois. Is deze lijn, welke deel uitmaakt van het ontwerp-Bicheroux, ontworpen om Brussel met Duitschland te verbinden door middel van eene rechtstreeksche lijn met snel verkeer langs de stad Luik?

Neemt de Regeering het ontwerp-Bicheroux in overweging?

ANTWOORD.

Art. 55^c. — De nieuwe lijn van Fexhe-le-Haut-Clocher naar Kinkempois is bestemd om de hellingen van Luik en de statie der Guillemins te ontlasten.

Het ontwerp-Bicheroux werd eerst in Juli 1915 ingediend, nadat de studiën over de richting der lijn Fexhe-le-Haut-Clocher naar Kinkempois waren afgelopen en schier al de gronden aangekocht.

Thans zijn van de 534 in te nemen gronden nog slechts 54 aan te koopen.

Artikel 35^b van de tabel.

VRAAG.

Art. 55^d. — Ondanks het amendement, door de Middenafdeeling in 1915 voorgesteld, komt het leggen van een dubbel spoor op de lijn Herenthals-Turnhout niet voor in de opsomming van paragraaf D.

Wanneer wordt dit sedert zo lang aangevraagd werk eindelijk uitgevoerd?

ANTWOORD.

Art. 55^d. — Het leggen van dubbel spoor wordt geregeld naar het verkeer op elke lijn en de bijzondere moeilijkheden van de exploitatie.

Het ontwerp ligt ter studie.

* * *

Een lid der Middenafdeeling doet opmerken dat, volgens de tabel XIX op blz. 124 van het verslag over de verrichtingen der spoorwegen in het jaar 1912 (stuk 399 van 1913), op de gewone rekening niet zijn vernieuwd :

187 locomotieven ;

305 tenders ;

808 reizigersrijtuigen ;

1,654 goederenwagens.

Hij vraagt zich af, welke de waarde is van dit ontbrekend materieel. Daarenboven doet hij opmerken dat de Regeering bij artikel 36 een krediet van 22 miljoen aanvraagt.

Zijn in dat krediet begrepen de uitgaven voor de vernieuwing en den aankoop van het ontbrekend materieel?

Dat mag niet, zegt hij, vermits de gewone begroting deze kosten moet dragen.

* * *

Artikel 50 van de tabel.

VRAAG.

1. — Een aanzienlijk krediet wordt aangevraagd voor de militaire gebouwen en de oefeningskampen. Het beloopt 10,500,000 frank.

De Middenafdeeling denkt daarover duidelijk te mogen ingelicht worden.

Welke kampen bedoelt men?

ANTWOORD.

Omstandige opgave van de uitgaven in artikel 50
van de Buitengewone Begrooting.

a. Littera a. — 7,200,000 frank.

Plaatsen.	Kazernen.	Ondernemingen.	Uitgaven.
Aalwerpen.	Sint-Joris en Prinsenstraat.	Verandering van de kazerneering om er een regiment en de hoogeschool-compagnie in te kwartieren (gedeeltelijke ondernemingen).	300,000
Id.	Kazerne van de vroegere omheining en forten van het 2 ^e linie.	Onderscheidene werken en leveringen om de plaatsing van de eenheden en diensten te verzekeren	200,000
Id.	Depots.	Onderscheidene werken en leveringen ten gevolge van vergrooting en overbrenging .	500,000
Id.	Nieuwe.	Nieuwe inrichtingen voor de compagnie der pontonniers (grond en eerste onderneming)	200,000
Lier.	Artillerie.	Voortzetting van den bouw der kazerne (gedeeltelijke onderneming).	1,000,000
Luik.	Nieuwe.	Kazerne voor het 12 ^e linieregiment (eerste onderneming en gronden)	500,000
Id.	Id.	Verschillende depots, afdeelingspark, gronden en gebouwen (eerste onderneming) .	1,000,000
Id.	Chartreux.	Voortzetting van de inrichtingen voor een regiment bereden artillerie en voor een bataljon divisionnaire genie (gedeeltelijke ondernemingen)	500,000
Namen.	Nieuwe.	Kazerne voor de manschappen van het 15 ^e linie, niet in de forten gelegd (onderneming en grond)	500,000
Id.	Id.	Verschillende depots, divisionnair park . .	1,000,000
Id.	Jambes.	Bouwen van eene kazerne voor twee bataljons genie (grond en eerste onderneming) .	500,000
Id.	Nieuwe.	Bouwen van eene kazerne voor een regiment bereden artillerie (grond en eerste onderneming).	1,000,000
TE ZAMEN. . . .			7,200,000

b. Littera b. — 1,300,000 frank.

Kamp van Beverloo.	Militair hospitaal.	Voltrekking van de vergrootingswerken . .	550,000
Id.	Verschillende.	Overdracht van verscheidene werken, niet uitgevoerd in 1915 en verschoven tot 1914, bij gemis van begrootingsmiddelen (militair hospitaal, mess, eetzaal, enz.) .	750,000
TE ZAMEN			1,300,000

c. Littera c. — 2,000,000 frank.

Plaatsen.	Kazernen.	Ondernemingen.	Uitgaven.
Luik.	Militair hospitaal.	Verlenging van den linkervleugel	140,000
Id.	Forten.	Bedekking van lokalen door middel van afzonderingsplaten om ze beter bewoonbaar te maken	100,000
Kamp van Beverloo.	Id.	Aanleggen van een drinkwaterleiding. . .	350,000
Id.	Infanterie en cavalerie.	Plaatsen van goten voor het afstroomend water	30,000
Id.	Cavalerie.	Kasseiing van de zijkanalen der stallingen .	53,000
Kamp van Hoogstraten.	Kamp.	Aankoop van de eerste gronden	100,000
Namen.	Forten.	Bedekking van lokalen door middel van afzonderingsplaten om ze beter bewoonbaar te maken	70,000
Id.	Militair hospitaal.	Voortzetting van den bouw.	300,000
Antwerpen.	Id.	Centrale apotheek : maken van kelders onder de glazen halle, van een glazen afdak op den westerkor en van eene droogplaats	29,000
Id.	Forten.	Bouwen van woonplaatsen voor gehuwde onderofficieren, nabij de forten	73,500
Brasschaat.	Schietschool.	Bouwen van vier woonplaatsen voor gehuwde onderofficieren	25,000
Id.	Id.	Bouwen van twee dubbele paviljoenen voor gehuwde officieren	72,000
Id.	Kamp.	Uitbreiding van de kazerneering der troepen	150,000
Schooten.	Fort.	Het fort beter bewoonbaar te maken . . .	50,000
Verschillende plaatsen.	Id.	Kleine verbeteringen aan de kazerneering en de hospitalen. Mogelijk onderkomen in geval van besmettelijke ziekte	272,000
Id.	Id.	Gewone aanvulling van de meubelen. . .	35,000
Id.	Id.	Meubelen van kamers voor onderofficieren .	150,000
TE ZAMEN. . .			2,000,000

Artikel 59 van de tabel.

VRAAG.

1. — Een lid der Middenafdeeling verzekert dat het Roode Klooster volstrekt geen boschdomein is. Een groot deel van het krediet van 550,000 frank wordt nochtans besteed om het aan te koopen, terwijl aanzienlijke boschdomeinen niet worden aangekocht.

De Middenafdeeling verzocht den Minister van Financiën haar daarover eenige duidelijke inlichtingen te verschaffen.

ANTWOORD.

1. — Artikel 5 van de Buitengewone Begrooting voor het dienstjaar 1910 luidt als volgt :

« De Minister van Financiën wordt gemachtigd om, ten laste van het jaarlijksch buitengewoon krediet, bestemd tot uitbreiding van 's lands domein, de onroerende goederen aan te koopen, gelegen te Auderghem, ter plaatste genaamd « Rood Klooster », groot ongeveer 39 hectaren 89 aren, mits den globalen prijs van 1,454,558 fr. 27 c., betaalbaar in gereed geld ten beloope van 242,823 fr. 32 c., en het overschot in vijf sommen van 242,346 fr. 99, invorderbaar van jaar tot jaar te rekenen van 1911. »

In de inleidingsnota werd aangemerkt dat de eigendom van het Roode Klooster als 't ware eene aanhoorigheid van het Soniënbosch is; daarom ook beschouwde men den aankoop als behorend tot het boschdomein. Daarenboven werd in de nota gezegd, dat de wijze van betaling bij jaarsommen « was bepaald om de uitgave te kunnen regelen door middel van het krediet van 300,000 frank, ten laste van de Buitengewone Begrooting uitgetrokken voor de uitbreiding van 's lands domein ».

Op de Buitengewone Begrooting van 1911, was dit krediet gehandhaafd tot het cijfer van 300,000 frank; doch, om den geregelde gang der aankopen van eigenlijke boscheigendommen niet te stremmen, werd dit krediet, te beginnen van het volgend jaar, verhoogd: in 1912 werd het gebracht tot op 550,000 frank, in 1913 tot op 900,000 frank en in het ontwerp van begrooting voor 1914 tot op 550,000 frank.

AMENDEMENTEN VAN DE REGEERING.

De Minister van Financiën stuurde aan den heer Voorzitter der Kamer onderstaanden brief :

Brussel, 9 Januari 1914.

*Den Heer Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
Paleis der Natie.*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U in te zenden een amendement op het ontwerp van Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1914.

Ten gevolge van dit amendement dienen de artikelen 7 en 8 (1^e en 2^e lid) van gemeld wetsontwerp te worden aangevuld.

Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering van mijne hoogachting.

De Minister,

M. LEVIE.

AMENDEMENT.

ART. 4bis.

Il est ouvert au Ministère des Finances un crédit de vingt mille francs (20,000 francs), destiné à faire des avances au fonds de garantie institué par l'article 20 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 4bis.

Aan het Ministerie van Financiën wordt een kredietgeopend van twintig duizend frank (20,000 frank) om voorschotten te doen aan het waarborgfonds, ingesteld door artikel 20 der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

Dergelijk krediet, toegekend door de Buitengewone Begrooting voor 1914 (art. 3, litt. e, 1^o), verviel op 31 December 1913. Het dient te worden vernieuwd voor de voorschotten welke bij voorkomend geval te doen zijn.

Met eenparige stemmen van de aanwezige leden, nam de Middenafdeeling het amendement van den Minister van Financiën aan. Het wordt artikel 4bis van het wetsontwerp.

Zij heeft de eer de Kamer voor te stellen, het insgelijks aan te nemen en bijgevolg de opsomming aan te vullen van de artikelen die de artikelen 7 en 8 van het wetsontwerp bevatten.

Artikel 7 zal dus luiden :

« Het overschot van de uitgaven, gemachtigd bij de artikelen 1, 2, 3, 4 en » 4bis, enz. (het overige zooals in het ontwerp). »

Artikel 8 dient te worden gelezen :

« de kredieten, toegestaan bij de artikelen 1, 2, 3, 4 en 4bis, enz. (het overige zooals in het ontwerp). »

AMENDEMENT VAN DE MIDDENAFDEELING.

Het antwoord van den Minister van Spoorwegen op de vraag der Middenafdeeling nopens het leggen van een dubbel spoor op de lijn Herenthals-Turnhout, herinnert aan dit wat reeds tien jaren geleden door den Minister van Spoorwegen werd gegeven aan de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Buitengewone Begrooting voor 1905. In dit antwoord wordt uit het oog verloren dat er op 6 kilometer van Turnhout eene groote statie ligt, degene van Weelde-Merxplas, bevattende zestig sporen, welke statie over de lijn Turnhout-Herenthals dagelijks ongeveer vier-en-

twintig goederentreinen naar Antwerpen stuurt. De gang van deze goederentreinen verlamt natuurlijk dien der reizigerstreinen.

De stad Turnhout moet volstrekt onverwijld eene snelle aansluiting met het centrum des lands hebben.

Ook heeft de Middenafdeeling de eer het volgend 'amendement aan de Kamer voor te stellen :

Aan artikel 55 van de tabel toe te voegen onder § D : Leggen van een dubbel spoor *Herenthals-Turnhout*.

*
* *

De begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven wordt door de Middenafdeeling aangenomen met vijf stemmen tegen ééne.

Het verslag wordt met algemeene stemmen goedgekeurd door de aanwezige leden.

De Verslaggever,

VERHAEGEN.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

